

## L'AGEFI

### Bruxelles veut faire la lumière sur les excédents allemands

Florence Autret

14 November 2013, L'AGEFI Quotidien, Copyright 2013 Agefi. All rights reserved.

Seize pays sur dix-huit présentent des déséquilibres macroéconomiques, mais la Commission européenne maintient que la zone euro est sur la bonne voie

C'est avec prudence que José Manuel Barroso a confirmé hier que l'exécutif européen qu'il préside allait se pencher sur les raisons et les conséquences des excédents records de l'Allemagne. Son excédent courant, alimenté par une balance commerciale largement excédentaire, atteint en moyenne 6,5% sur les trois dernières années, contre -1,8% en France ou -2,8% au Royaume-Uni. La limite justifiant l'ouverture d'une enquête est de 6%. Le président de la Commission a insisté sur le caractère nécessaire et «automatique» de la procédure. «C'est un exercice d'expertise objectif. C'est notre devoir de la faire», a-t-il expliqué. Et d'ajouter: «Nous ne critiquons pas les excellentes performances économiques de l'Allemagne.

C'est un exemple que tous les autres pays devraient suivre». C'est la première fois que Bruxelles actionne une procédure en cas de surperformance et non pour cause de sous-performance comme c'est le cas pour 15 autres pays de la zone. A Berlin, si le ministère fédéral des finances a accueilli la nouvelle «avec tranquillité», le patronat a estimé que les performances ne résultent pas d'une «distorsion de marché» mais d'efforts de compétitivité.

Les économistes de la Commission constatent la poursuite du deleveraging des ménages en dépit d'un taux d'endettement relativement bas, et la faiblesse de l'investissement qui s'est traduite par une baisse de la formation de capital fixe en 2012. Ils redoutent une appréciation de l'euro qui rendrait «plus difficile pour les économies périphériques de regagner de la compétitivité par la dévaluation interne». Au printemps 2014, ils devront donner leur appréciation des «risques d'une persistance des déséquilibres».

«On fait de la macroéconomie, enfin, plutôt que de montrer du doigt les bons et les mauvais élèves», a déclaré **Sylvie Goulard**. L'eurodéputé s'était battue en 2011 pour inclure l'analyse des excédents – et non uniquement des déficits – dans la première réforme post-crise de la gouvernance de la zone euro.

En France, tous les indicateurs indiquent une dégradation de la situation : aggravation du déficit commercial et du solde de la balance courante, augmentation de la dette publique, de l'endettement privé et du chômage. La Commission rendra demain ses avis sur les budgets nationaux. Elle devrait enjoindre de nouveau à Paris d'accélérer le rythme des réformes notamment du marché et de la fiscalité du travail.